

A- Relecture de l'article de philosophie magazine.

La promesse est un fondement de toute société humaine. Le remboursement d'une dette s'inscrit donc dans le contexte d'une promesse. Alexandre Lacroix dans l'article cité de philosophie magazine estime que la mentalité judéo-chrétienne a nourri la mentalité occidentale qui a permis l'émergence d'un capitalisme bâti sur l'endettement et son remboursement.

Dans l'antiquité le non-acquittement de la dette donnait des droits aux prêteurs sur le corps même de son emprunteur. Le judéo-christianisme a intériorisé le châtement avec la notion de culpabilité et de sacrifice de soi pour rembourser la dette à l'image de Jésus-Christ qui a pris sur lui toute la dette vis-à-vis de Dieu en se laissant sacrifier alors qu'il était innocent. La notion de dette d'Etat suppose que les nouvelles générations se sentent comptables des dettes des anciennes : c'est le même processus que celui mis en œuvre dans cette vision du salut chrétienne.

Cependant cette analyse est-elle satisfaisante ? Peut-on se libérer de la dette en voyant le processus psychique négatif qui conduit à l'asphyxie notre vitalité ?

B- Autres perspectives à envisager : échapper à la logique sacrificielle ou renouveler le sens de la décision démocratique.

On peut discuter alors sur deux perspectives possibles.

I -

Il faut nous libérer du judéo-christianisme pervers et par conséquent de l'inscription du principe du sacrifice de quelques uns au profit du grand nombre qui habite encore le cœur de l'économie de marché.

René Girard et son disciple Jean-Pierre Dupuy peuvent nous éclairer pour trouver les moyens d'échapper à une logique sacrificielle qui prend pour exutoire un bouc émissaire ou qui nous conduit à croire que notre propre sacrifice est moral. Nous n'avons pas à nous sacrifier pour des promesses que nous-mêmes n'avons pas prises et qu'on cherche pourtant à nous faire porter.

II –

On peut relire le Contrat social de Rousseau et plus particulièrement sa critique de la représentation politique :

Chapitre 3.15 Des députés ou représentants

Sitôt que le service public cesse d'être la principale affaire des citoyens, et qu'ils aiment mieux servir de leur bourse que de leur personne, l'État est déjà près de sa ruine. [...] ils nomment des députés et restent chez eux. À force de paresse et d'argent, ils ont enfin des soldats pour asservir la patrie, et des représentants pour la vendre.

C'est le tracasserie du commerce et des arts, c'est l'avidité l'intérêt du gain, c'est la mollesse et l'amour des commodités, qui changent les services personnels en argent.

On cède une partie de son profit pour l'augmenter à son aise. Donnez de l'argent, et bientôt vous aurez des fers. Ce mot de finance est un mot d'esclave, il est inconnu dans la cité.

Dans un pays vraiment libre, les citoyens font tout avec leurs bras, et rien avec de l'argent ; loin de payer pour s'exempter de leurs devoirs, ils paieraient pour les remplir eux-mêmes. Je suis bien loin des idées communes ; je crois les corvées moins contraires à la liberté que les taxes.

[...]

La souveraineté ne peut être représentée, par la même raison qu'elle peut être aliénée ; elle consiste essentiellement dans la volonté générale, et la volonté ne se représente point : elle est la même, ou elle est autre ; il n'y a point de milieu. Les députés du peuple ne sont donc ni ne peuvent être ses représentants, ils ne sont que ses commissaires ; ils ne peuvent rien conclure définitivement. Toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle ; ce n'est point une loi. Le peuple Anglais pense être libre, il se trompe fort ; il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement : sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien. Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde.